



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

pouvoir d'achat

Question au Gouvernement n° 3292

Texte de la question

POUVOIR D'ACHAT

M. le président. La parole est à M. Jean-Pierre Brard, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Jean-Pierre Brard. Monsieur le président, ma question s'adressait à Mme Lagarde mais elle est certainement déjà en chemin pour le FMI. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*) Après avoir étranglé le pouvoir d'achat des Français et augmenté le chômage, elle va maintenant passer à l'essoreuse les peuples grecs, portugais, espagnols, italiens. À quand notre tour ? Seule une catégorie lui voue une reconnaissance infinie : les actionnaires.

Mme Lagarde a déclaré hier que le pouvoir d'achat des Français avait augmenté. Monsieur le Premier ministre, vous faites certainement vos courses, parfois. Vous savez donc qu'en dix ans, alors que les salaires ont augmenté, en valeur nominale, de 20 %, le prix de la baguette a progressé, quant à lui, de 85 %, celui du steak haché de 102 %, et celui du paquet de spaghettis de 182 %. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Chers collègues de droite, votre idole, Nicolas Sarkozy, a essayé de trouver un contre-feu en inventant la prime de 1 000 euros, dont quasiment personne ne bénéficiera. Ce n'est pas de prime ici qu'il s'agit mais de droit pour les Françaises et les Français, le droit de faire vivre leurs familles dignement, avec des salaires qui correspondent à l'effort réalisé au travail.

Ma question est simple, monsieur le Premier ministre : qu'allez-vous faire pour que les Français puissent satisfaire les besoins de leur famille ? Allez-vous augmenter le pouvoir d'achat en prenant sur les dividendes que vous laissez distribuer généreusement aux privilégiés ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes GDR et SRC.*)

M. le président. La parole est à M. Xavier Bertrand, ministre du travail, de l'emploi et de la santé.

M. Xavier Bertrand, *ministre du travail, de l'emploi et de la santé*. Monsieur le député, que faisons-nous pour le pouvoir d'achat ? (*" Rien ! " sur les bancs des groupes GDR et SRC.*)

D'abord, nous ramenons vers l'emploi ceux qui en étaient éloignés. Et, vous le savez, avoir une fiche de paie, c'est toujours mieux qu'un bulletin d'allocations.

M. Jean-Pierre Brard. Parlez-nous du prix de la baguette !

M. Xavier Bertrand, *ministre*. Nous permettons ensuite aux 7 millions de Français qui effectuent des heures supplémentaires - et ceux-ci seront certainement davantage d'accord avec nous qu'avec vous - et qui ne prennent le travail de personne, de gagner cent euros de plus par mois en travaillant deux heures de plus par semaine.

M. Jean-Paul Bacquet. Ils travaillent plus pour gagner moins !

M. Xavier Bertrand, *ministre*. Faites le calcul, à la fin de l'année, cela représente une somme importante. Nous avons également développé l'intéressement et la participation, permettant ainsi de débloquer 1,8 milliard d'euros supplémentaires et d'améliorer le pouvoir d'achat des Français.

M. Jean-Pierre Brard. Parlez-nous du prix du steak haché !

M. Xavier Bertrand, *ministre*. Nous avons par ailleurs augmenté de 25 % le minimum vieillesse pendant la durée de ce quinquennat. Et c'est encore nous qui avons fait progresser les pensions de réversion pour les plus modestes et l'allocation adulte handicapé.

Vous le voyez, les réponses en termes de pouvoir d'achat ne sont pas dans des déclarations intempestives :

elles sont dans la réalité de l'action du Gouvernement.

Dans l'inventaire à la Jean-Pierre Brard que vous venez de faire, pourquoi n'avez-vous pas rappelé, monsieur le député, que, dans la région Île-de-France, les impôts locaux ont augmenté de 46 % au cours de la précédente mandature ? Voilà la réalité d'une gestion socialiste et communiste ! Je rappellerai encore que, lorsque vous étiez maire, la taxe d'habitation dans votre ville a progressé de 20 % et la taxe professionnelle de 30 %. Si vous vouliez être cohérent, il ne fallait pas augmenter les impôts. Vous auriez ainsi préservé le pouvoir d'achat de nos concitoyens. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Pierre Brard](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (7^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3292

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Travail, emploi et santé

Ministère attributaire : Travail, emploi et santé

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 26 mai 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 26 mai 2011